



Processus d'actions et nouvelle grève le 22 mai prochain pour donner un avenir à la Fonction publique

Réunies le 25 avril 2018, les organisations syndicales CFDT - CFE/CGC – CFTC – CGT – FAFP – FO – FSU – SOLIDAIRES- UNSA du Loiret réaffirment qu'elles ne partagent ni l'orientation, ni la méthode, ni le calendrier proposés par le gouvernement dans son document d'orientation intitulé «*Refonder le contrat social avec les agents publics.*» Les organisations ne partagent pas davantage les objectifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon voire de privatisation de missions publiques. Ce qui s'est déjà produit à La Poste, France Télécom, la SNCF.....avec les ravages que l'on connaît !

Le Statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers et leurs régimes de retraite doivent non seulement être préservés mais aussi développés.

Enfin, les organisations syndicales exigent que des dispositions soient prises pour faire respecter l'égalité professionnelle et gagner de nouveaux droits.

Le développement des missions de service public au service de l'intérêt général des usagers nécessite la création d'emplois statutaires dans les services qui en ont besoin et un nouveau plan de titularisation.

Les organisations rejettent le projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent-es. Elles considèrent que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut de même que la possible rémunération «*au mérite*» assise sur des critères antinomiques de ceux du service public.

Après avoir obtenu un rendez-vous salarial au mois de juin, les organisations exigent que le gouvernement en donne maintenant le contenu qui doit permettre une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous les agent-es. Elles demandent pour cela des mesures générales : fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence, respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Les organisations sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions.

**Elles appellent les agent-es à une nouvelle journée de grève
et de manifestations dans l'ensemble de la Fonction
publique le 22 mai prochain à 10h30 à :**

- **Orléans : place Ste Croix (cathédrale)**
 - **Montargis : place du Pâtis**
 - **Gien : Place de la Victoire**
 - **Pithiviers : devant l'hôpital**

A tout instant, elles affirment qu'elles prendront les dispositions nécessaires pour défendre le modèle social public. Elles appellent à la tenue immédiate d'assemblées générales et d'Heures Mensuelles d'Information (HMI) pour alimenter le débat entre les agent-es et inscrire les mobilisations et la grève dans la continuité.

Face aux attaques qui se multiplient dans de nombreux secteurs connaissant de forts mouvements, le rassemblement des luttes construites au niveau interprofessionnel est un outil supplémentaire pour faire reculer le gouvernement. La meilleure contribution que nous puissions apporter, avec les cheminots et les étudiants en particulier, c'est de faire grandir la mobilisation dans la Fonction publique.

Les organisations appellent à développer partout des initiatives et actions pour rassembler l'ensemble de la population sur la nécessité de préserver la Fonction publique pour un Service Public de qualité : meetings, rassemblements, conférences de presse, forums, pétition, adresse aux usager-es...

**Le Service Public est un bien commun à préserver et développer.
Il appartient à tou-te-s, salariés, retraités, chômeurs....comme
usagers de se mobiliser !**

Orléans, le 30 avril 2018